

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze

Site de Bretenoux-Biars
Avenue Jean-Charles RIVET
19100 Brive-La-Gaillarde

Références : RC/S 2025-0328

Code AIOT : 0006802881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze implanté 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze
- 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère
- Code AIOT : 0006802881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Site de 25 ha situé sur les communes de Biars-sur-Cère et Girac, à proximité immédiate d'habitations avec potagers et piscines, exploité depuis le début des années 1900 pour le traitement de traverses de chemin de fer en bois par créosotage.

Une nouvelle installation de traitement du bois par du tanasote S40, moins nocif et émissif, devrait démarrer en septembre 2025. Une période transitoire avec les 2 produits (Tanasote et créosote) aura lieu jusqu'en fin 2025.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis	Demande d'action corrective	13 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Migration hors site de la pollution des eaux souterraines	Code de l'environnement du 25/08/2025, article L512-20	Sans objet
3	Plan de gestion	AP Complémentaire du 09/02/2023, article 2	Sans objet
4	Tierce expertise	AP Complémentaire du 09/02/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un impact en hydrocarbures, mesuré hors site en partie nord (Pz31), des investigations ont été prescrites pour en identifier l'origine et proposer des mesures de gestion de la pollution. La solution proposée par le plan de gestion (barrière hydraulique) n'est pas retenue à ce stade par l'inspection, une mise à jour du plan de gestion prenant en compte les remarques de l'inspection est attendue pour fin février 2026.

La tierce expertise prévue dans l'arrêté préfectoral du 9 février 2023 portera dans un premier temps sur la mise à jour de l'interprétation de l'Etat des milieux (IEM) qui conclut à la compatibilité des milieux avec les usages constatés. Dans un deuxième temps, l'analyse critique portera sur le plan de gestion mis à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 65 bis: Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution: ... 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : ... - les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ... 5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.
Constats : - Plan de surveillance et conditions de prélèvements: L'article 65bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise qu'un plan de surveillance de la nappe doit être défini et que celui-ci doit notamment préciser les protocoles d'échantillonnage. <u>Aucun plan de surveillance n'a été transmis à l'inspection</u> , les piézomètres faisant l'objet d'un suivi sont présentés dans chaque rapport de suivi des eaux souterraines. Le diagnostic complémentaire (V2 du 23 sept 2022) fournit en annexe H une note précisant la "méthodologie d'installation et de prélèvement des piézomètres." Cette note précise que la purge de chaque ouvrage doit se faire avec la pompe positionnée à environ 50 cm du fond de l'ouvrage. Or les fiches de prélèvements consultées (par exemple pour la campagne d'analyses de décembre 2024) ne précise pas la position de la pompe et indique: "purge sur toute la colonne d'eau". Par ailleurs, la profondeur de prélèvement de l'échantillon n'est pas précisée dans la note et, d'après les fiches de prélèvement, peut varier de façon significative: Pz21: mars 2024 : prélèvement à 5 m/repère, soit à 8 cm de profondeur par rapport au niveau statique de l'eau à 4,92m/repère; Pz21: dec 2024 : prélèvement à 11 m/repère, soit à 4,76 m de profondeur par rapport au niveau statique de l'eau à 6,24m/repère; Pz28: mars 2024 : prélèvement à 6 m/repère, soit à 25 cm de profondeur par rapport au niveau statique de l'eau à 5,75m/repère); Pz28:dec 2024: prélèvement à 8,5 m/repère, soit à 1,13 m de profondeur par rapport au niveau statique de l'eau à 7,37m/repère);

Cette variation des profondeurs de prélèvements interroge dans la mesure où le plan de gestion (tableau 6) indique que les résultats des analyses sont significativement impactés par la profondeur du prélèvement:

"Des prélèvements étagés réalisés en Pz23 et Pz26 durant la campagne de septembre 2024 ont montré un gradient de concentrations significatif entre la surface et la profondeur".

Non conformité n°1: L'exploitant définira, avant la prochaine campagne d'analyses prévue en septembre 2025, le protocole de purge et de prélèvement des piézomètres. Ces protocoles prendront en compte le comportement des polluants traceurs (HAP) de l'activité qui sont, pour la plupart, plus denses que l'eau (y compris le naphthalène de densité 1,16 g/cm³) et pourront s'appuyer sur les essais de prélèvements étagés réalisés en septembre 2024. Ces protocoles et les résultats des essais seront annexés aux résultats de la campagne d'analyses de septembre 2025.

Le plan de surveillance de la nappe précisant les éléments demandés à l'article 65bis de l'AM du 2/2/98 sera annexé au prochain bilan quadriennal.

- Contexte hydrogéologique:

Le plan de gestion des sols et des eaux souterraines (version V2 du 24 juin 2025) présente les caractéristiques hydrodynamiques de l'aquifère, mais ne fournit pas une estimation de la vitesse d'écoulement de la nappe. Cet élément est utile pour l'analyse de l'évolution des teneurs et anticiper l'impact des actions qui pourraient être engagées.

Observation n°1: l'exploitant précisera dans le prochain bilan quadriennal, et dans la mise à jour du plan de gestion, une estimation de la vitesse d'écoulement de la nappe.

- Identification et protection des piézomètres, nivellement NGF

Lors de la visite, les inspecteurs ont constaté que les piézomètres Pz6, Pz20 et Pz28 étaient bien identifiés et bien protégés, mais Pz37, récemment créé, n'était ni identifié, ni protégé; l'exploitant s'est engagé à le faire rapidement.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que le nivellement NGF des piézomètres Pz35, Pz37, PP1, Pz36 et Pz12 a bien été réalisé (justificatifs fournis par la société ExpertsGeo, dans le rapport de suivi des eaux souterraines de juin 2024).

- choix des substances analysées

Les substances recherchées sont actuellement les hydrocarbures (HCT), les BTEX, les HAP et l'indice phénol.

Le rapport de l'INERIS (n°- 227088 - 2820313 - v1.0) du 29 janvier 2025 met en évidence la présence de CAP-O (composés aromatiques polycycliques oxygénés) sur les sites pollués par des HAP. Les CAP-O sont persistants, tout aussi toxiques que les HAP, plus solubles que les HAP et peuvent former des panaches de pollution plus étendus. L'INERIS recommande d'inclure ces 11 substances (CAP-O) dans les diagnostics et programme de surveillance des sites pollués par des HAP.

Observation n°2: l'exploitant ajoutera dans la campagne prévue en septembre 2025 les CAP-O afin de confirmer l'étendue du panache de pollution. Dans l'attente des recommandations de la DGPR, les CAP-O ne sont pas intégrés dans la surveillance des eaux souterraines et ne seront pas pris en compte dans les évaluations de risque sanitaire, ces substances n'ayant pas encore, pour la plupart, de VTR (valeur toxicologique de référence) permettant de faire cette évaluation.

<p>- Bilan quadriennal:</p> <p>Depuis le 1er juillet 2023, l'article 65bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prévoit la réalisation d'un bilan quadriennal pour tous les sites où une pollution des eaux souterraines a été constatée. Ce bilan quadriennal permet notamment de valider la pertinence et l'état du réseau piézométrique, le choix des substances analysées compte tenu des évolutions de l'activité et fait le point sur les actions engagées ou à engager en fonction de l'évolution des teneurs mesurées depuis la mise en place de la surveillance.</p> <p>Le dernier bilan quadriennal fourni couvre la période 2016-2019.</p> <p>Non conformité n°2: L'exploitant transmettra, avant fin septembre 2026, un bilan "quadriennal" couvrant la période 2020-2025. Ce bilan prendra en compte le changement de traitement du bois (créosote remplacée par la Tanasote dans de nouvelles installations). Ce bilan proposera une mise à jour du suivi des eaux souterraines qui sera validée par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir le plan de surveillance et le bilan quadriennal 2020-2025 pour fin septembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 13 mois</p>

N° 2 : Migration hors site de la pollution des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2025, article L512-20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des effets de l'activité hors site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L512-20 : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit maîtriser les impacts de son activité sur l'environnement. Suite à la mise en évidence d'une pollution hors site en novembre 2022 lors du forage du piézomètre Pz31, des investigations ont été prescrites par AP du 9 février 2023 pour déterminer l'extension du panache de la pollution, en évaluer l'impact et définir les éventuelles actions à engager.</p> <p>Le plan de gestion fournit un tableau (n°6) présentant 3 panaches de pollution (limites et valeurs maximales) dont 2 panaches pouvant avoir un impact au nord du site et des cartographies (figures 4a, 4b, 5a, 5b) présentant les concentrations médiane et 90ème percentile mesurées et permettant de visualiser les panaches associés.</p>

- Absence ou faible impact en limite sud et ouest du site

Les cartographies 4a et 4b montrent un faible impact en bordure sud et ouest du site.

Le piézomètre Pz25, créé en bordure sud du site, fin 2021, apparaît en orange, indiquant un 90ème percentile compris entre 5000 et 10000 µg/l HCT. Les résultats des analyses en Pz25 montrent un pic suite à la création de l'ouvrage (maxi 16 000 µg/l en HCT en juin 2022 et 5800 µg/l en HAP en dec 2022), puis plus rien de significatif. Un panache de pollution centré sur Pz25, débordant hors site apparaît en figure 5b du plan de gestion. Ce panache n'est pas retenu dans le tableau 6.

L'inspection ne dispose pas des résultats pour le 1er semestre 2025, mais s'interroge sur le pic observé qui pourrait être lié à la création du forage (méthode de foration et développement final) ayant pu drainer la pollution voisine. Si tel était le cas, le pic de pollution observé représenterait l'impact de la création de l'ouvrage et non la qualité de la nappe à cet endroit.

Observation n°3:

L'exploitant justifiera, à partir des observations organoleptiques faites lors de la création du forage Pz25 et de l'évolution des résultats des analyses, que le pic de pollution observé suite à la création du piézomètre est bien représentatif de la qualité de la nappe et non de l'impact de la création de l'ouvrage.

Cette analyse devra également être réalisée pour les autres piézomètres situés en périphérie du panache.

- Impact au nord du site:

Les 2 principaux impacts hors site retenus dans le plan de gestion sont le panache 3 (secteur centre amont Pz6, Pz 1A, Pz10) en direction du Nord Est et le panache 2 centre nord qui a impacté Pz31 (Pz 31, Pz28, Pz36, Pz34).

Concernant le panache 3:

Le tableau 6 du plan de gestion indique que ce panache a une "migration potentielle hors site (a minima saisonnière) sous l'influence du dôme piézométrique centré sur Pz6..."

Le Pz1A montre des teneurs faibles depuis juin 2018 avec un pic significatif en décembre 2022 (23 000 µg/l en HCT et 13 000 µg/l en HAP), puis à nouveau des teneurs faibles.

Le Pz 10 n'a montré aucune teneur significative en HAP depuis 2012 et une teneur significative présente en décembre 2022 (4300 µg/l) puis moindre en sept 2023 (990 µg/l), puis indétectable jusqu'à fin 2024.

Observation n°4:

L'exploitant fournira l'analyse réalisée pour trouver l'origine des fortes anomalies détectées en décembre 2022 en Pz1A et Pz10 (déversement accidentel, fortes intempéries, dôme piézométrique particulièrement marqué...). Il justifiera également le caractère saisonnier du panache pouvant migrer hors site.

Concernant le panache 2:

Le tableau 6 indique que l'origine exacte de ce panache n'est pas déterminée du fait de la présence de bâtiments qui empêchent de faire des investigations. Lors de la création de Pz31 une "projection de phase pure" a été générée en surface. L'analyse de la phase pure indique une prévalence d'hydrocarbures aromatiques en Pz31.

Les teneurs mesurées en Pz31 sont disproportionnées par rapport aux teneurs mesurées en amont immédiat en Pz28, Pz34 et Pz36: la teneur maximale mesurée en Pz31 en HCT (480 000 µg/l) est bien supérieure à la teneur maximale mesurée en amont de 19 000 µg/l en Pz28, 7 100 µg/l en Pz34 et 30 µg/l en Pz36.

Aussi, les inspecteurs se sont rendus la veille de l'inspection auprès des habitations riveraines pour vérifier si les maisons n'étaient pas chauffées avec du fioul domestique. Seule une maison était occupée lors du passage des inspecteurs et la résidente a confirmé que la maison voisine était chauffée avec du fioul et qu'elle avait assisté à plusieurs livraisons de fioul par camion citerne. Une vieille cuve de fioul était visible à l'arrière de la maison.

La mise en œuvre de fioul domestique a proximité immédiate du piézomètre Pz31 pourrait expliquer les teneurs très importantes mesurées en Pz31 et la présence de flottant: le fioul domestique de densité 0,85 g/cm³ flotte alors que les HAP (à l'exception de l'acénaphthylène qui n'est que très peu détecté) sont plus denses que l'eau (y compris le naphtalène de densité 1,16 g/cm³). A noter également que le fioul contient une part d'hydrocarbures aromatiques.

Observation n°5:

L'exploitant indiquera si les résultats des analyses réalisées sur le flottant présent en Pz31 excluent la présence de fioul domestique et donc la possibilité d'une pollution multiple.

Si la présence de fioul ne peut être exclue, l'exploitant se rapprochera des propriétaires des 2 maisons situées au droit de Pz31 pour connaître les dates des dernières livraisons de fioul et savoir si des incidents (dépotage ou fuites) ont eu lieu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de la pollution

Prescription contrôlée :

article 2:

L'exploitant est tenu de:

- ...

- transmettre, sous 4 mois, le Plan de gestion Sol au droit du site;

...

- réaliser sous 18 mois le plan de gestion des eaux souterraines sur la base a minima d'une campagne "basses eaux souterraines" en juin 2023 et d'une campagne "hautes eaux souterraines" en décembre 2023, sous réserve de délimitation de l'extension du panache

Constats :

Le plan de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines présente différentes techniques de traitement des sols ou des eaux souterraines.

Suite à un bilan coûts avantages, la solution retenue est la mise en place d'une barrière hydraulique de 450 m de long en bordure nord du site.

L'arrêt fin 2025 des installations mettant en œuvre la créosote n'a pas été pris en compte, or il permettra d'accéder à certaines zones:

- pour faire des investigations complémentaires afin d'identifier l'origine du panache migrant vers Pz31;

- pour mettre en place un traitement des eaux souterraines ou des sols afin de mettre fin, ou limiter autant que possible ce panache.

- Avis de l'inspection sur la solution proposée, la barrière hydraulique

Le guide (2017) présentant la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués rappelle page 82/128 que les solutions de confinement (barrière hydraulique) ne doivent être envisagées que lorsqu'aucun traitement n'est possible.

Or le plan de gestion ne justifie pas l'impossibilité de traiter les sols pollués ou les eaux souterraines afin de mettre fin, ou réduire, le panache se dirigeant au nord du site.

Lors de la visite du site l'inspection a constaté que des espaces étaient disponibles pour mettre en place un pompage/traitement en amont du panache. Il n'est donc pas justifié de laisser le panache se propager pour essayer de l'intercepter en bordure de site alors que des actions peuvent être menées à proximité de la source de pollution.

Par ailleurs, le fait de pomper en bordure de site risque de détourner une partie du panache principal vers les habitations riveraines ce qui est inacceptable, même si, en théorie, le panache serait totalement intercepté en bordure de site.

Observation n°6:

La solution de confinement hydraulique retenue par le plan de gestion n'est pas acceptable en première approche. Elle pourrait favoriser la migration de la pollution vers les habitations et est disproportionnée (450 m de long) par rapport aux enjeux.

- Avis de l'inspection sur les autres techniques envisagées

Le plan de gestion exclut la solution de pompage/traitement alors que les essais réalisés avec le forage PP1 montre une bonne efficacité avec un rabattement à plus de 100 m.

Les arguments conduisant à ne pas retenir cette solution (impossibilité de traiter toutes les pollutions (la barrière hydraulique n'en traite aucune), impact sur la ressource en eau (bien moindre que la barrière hydraulique), durée du traitement... ne sont pas recevables.

Observation n°7:

Le plan de gestion sera complété en approfondissant la solution de pompage(s) et traitement au cœur de la pollution afin de mettre fin ou limiter autant que possible le(s) panache(s) se dirigeant hors site.

Une mise à jour du plan de gestion prenant en compte les remarques du présent rapport **sera transmis avant fin février 2026**.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tierce expertise

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Tierce expertise du plan de gestion

Prescription contrôlée :

article 3:

L'exploitant fait réaliser une analyse critique par un tiers expert de son plan de gestion environnemental actualisé...

L'analyse critique du tiers-expert porte tant sur le bon déroulé de la méthodologie (forme) que sur la qualité de la mise en œuvre (forme). Elle concerne notamment la pertinence du réseau de surveillance mise en place (localisation, fréquence de mesure), la validité des conclusions sur l'impact sanitaire de la pollution ainsi que la pertinence des mesures de gestion proposées.
... dans un délai de 6 mois à compter de la transmission du plan de gestion des eaux souterraines.

Constats :

Compte tenu des remarques formulées dans le présent rapport, la tierce expertise sera réalisée en 2 temps.

Observation n°9:

Dans un premier temps, l'exploitant engagera l'analyse critique de l'analyse concluant en l'absence d'impact sanitaire compte tenu des usages constatés " figurant dans le document intitulé "Mise à jour de l'interprétation de l'Etat des milieux (IEM)" du 30 nov 2023. Les conclusions du tiers expert seront transmises sous 6 mois.

Dans un deuxième temps, l'exploitant transmettra au tiers expert la mise à jour du plan de gestion, attendue pour fin février 2026; l'analyse portera sur le bon déroulé de la méthodologie et la pertinence du réseau de surveillance, des conditions de prélèvements et des mesures de gestions proposées.

Type de suites proposées : Sans suite